

**Communiqué de presse du 21.12.2011**

***Îlots refuge, abaissement de la vitesse et interdiction de dépasser en localité***

**Mobilité piétonne demande plus d'engagement de la part des cantons pour la sécurité des piétons**

Le mardi 20 décembre 2011, suite à une série d'accidents tragiques sur des passages piétons au cours des semaines précédentes, le conseil national a aussi abordé le thème de la sécurité des piétons. Le conseiller national bernois Matthias Aebischer est le nouveau porte-parole de Mobilité piétonne au sein du conseil national. Dans une proposition, il a demandé qu'une partie des produits des amendes soit utilisée pour sécuriser les passages piétons dangereux avec des îlots refuge et un meilleur éclairage. Bien que le conseil se soit prononcé en faveur de sa demande, il a en revanche refusé l'affectation des fonds.

Mobilité piétonne demande ainsi aux cantons de s'engager plus activement pour la sécurité des piétons. Cette obligation existe depuis longtemps mais n'est pas mise en œuvre de manière conséquente. Dans la Loi fédérale sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre (LCPR), entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1987, les cantons sont obligés d'établir, de construire et de maintenir des réseaux de chemins pour piétons sûrs et cohérents. Les chemins pour piétons desservent et relient en particulier quartiers d'habitation, zones d'activité, jardins d'enfants et écoles, arrêts de transports publics, installations publiques, zones de détente et zones commerciales. La majorité des communes devrait aujourd'hui disposer d'un plan des chemins piétons permettant par exemple d'assurer des itinéraires scolaires sûrs. Pourtant, la récente série d'accidents montre que le besoin d'intervention est encore très élevé en matière de planification du réseau ou de sécurisation des points de traversée. Par ailleurs, la suppression de passages piétons, bien que souvent exigée et également appliquée par certains cantons, constitue une mesure absolument négligente. La traversée ne disparaît en effet pas pour autant. La sécurité n'est pas gratuite.

Outre une amélioration de l'infrastructure, Mobilité piétonne exige aussi des limitations de vitesse plus faibles. La limitation à 50 km/h est souvent trop dangereuse. Avec une limitation à 30 km/h, il serait possible d'éviter deux accidents sur trois et de réduire la gravité du troisième.

Une interdiction générale de dépasser en localité permettrait de réduire le danger sur les traversées. Les accidents résultant d'une manœuvre de dépassement ont toujours des conséquences tragiques en raison de la vitesse particulièrement élevée du véhicule.

En plus des contrôles de vitesse, la police devrait également amender le non respect de la priorité aux piétons et communiquer sur les contrôles effectués à cet effet.

Pour plus d'informations: Mobilité piétonne, Mathieu Pochon 043 488 40 35

<http://www.fussverkehr.ch/fr/nos-themes/passage-pietons/>